

## Étude de cas #6

# MINE MARLIN DE GOLDCORP INC.

## Contamination de l'environnement et violations des droits humains<sup>1</sup>

La mine d'or et d'argent Marlin est située dans le nord-ouest du Guatemala, chevauchant les municipalités de Sipacapa et San Miguel Ixtahuacán, San Marcos.<sup>2</sup> Entre 2005 et 2017, elle était exploitée et détenue à 100 % par Montana Exploradora, une filiale de la société minière canadienne Glamis Gold Ltd.<sup>3</sup> En 2006, Marlin a été achetée par le géant minier canadien Goldcorp Inc. Le siège social de Goldcorp était situé à Vancouver et la société était inscrite à la Bourse de Toronto. La fermeture et la remise en état de la mine ont commencé en juin 2017<sup>4</sup> et la société a été acquise par Newmont Corporation en 2019.



Une femme de la communauté de San Sebastian, Huehuetenango, devant un panneau exprimant son opposition à l'exploitation minière à ciel ouvert. Le panneau dit "San Sebastian défend son territoire. Non à l'exploitation minière". Photo: Amnistie internationale.

## Sommaire

- Depuis l'obtention de son premier permis en 2003, le projet a suscité une forte opposition communautaire de la part de la population majoritairement autochtone maya. Les préoccupations exprimées aux niveaux local, national et international portaient sur l'absence de consultation de la population locale, les communications publiques trompeuses au sujet du projet, les impacts sur les sources d'eau locales et l'augmentation de la violence et des conflits dans la zone autour de la mine.
- En 2010, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), qui fait partie de l'Organisation des États américains, dont le Canada et le Guatemala sont membres, a demandé la suspension de la mine ; cependant, le gouvernement guatémaltèque ne s'est finalement pas conformé et Goldcorp a continué à fonctionner, malgré l'opposition continue et les preuves croissantes d'une contamination environnementale potentielle.
- Selon des allégations bien documentées faites en 2017 par le Front de défense de San Miguel, un groupe communautaire actif, les opérations de la mine ont fait disparaître 10 sources d'eau ; causé des fissures dans les infrastructures de 500 maisons familiales ; et causé des impacts cutanés chez les enfants dûs à l'eau prétendument contaminée.<sup>5</sup> À ce jour, certains membres de la communauté n'ont toujours pas accès à l'eau potable.
- La mine a fermé en juin 2017 et il était prévu que les efforts de restauration devaient être achevés d'ici la fin de 2020 et que Newmont Gold quitterait officiellement en 2026. Des groupes de la société civile rapportent qu'au moment de la fermeture, Goldcorp n'avait mis en œuvre que 24 des 42 recommandations reliées à la fermeture de la mine décrites dans sa propre évaluation des droits humains (HRA) de 2010,<sup>6</sup> un exemple flagrant de l'échec des mécanismes non contraignants de signalement des violations des droits humains.
- L'opacité de Goldcorp et de Newmont vis-à-vis le processus de fermeture de la mine et le manque de surveillance gouvernementale posent un risque permanent pour les communautés touchées, qui doivent faire face aux impacts environnementaux à long terme.<sup>7</sup>

## Le contexte détaillé

En janvier 2005, Raul Castro Bocel a été tué par balle et au moins 20 autres personnes ont été blessées lorsqu'environ 1 200 soldats et 400 policiers ont ouvert le feu sur des manifestants non armés.<sup>8</sup> Depuis 40 jours, les manifestants bloquaient le passage du matériel minier destiné à la mine Marlin. Il était clair que l'intention du gouvernement était de protéger cet investissement à tout prix, tout en ignorant les préoccupations de l'opposition locale concernant les dommages environnementaux potentiels.

## Les communautés rejettent la mine Marlin

Lorsque Goldcorp Inc. a fait l'acquisition de la mine Marlin en 2006, le projet avait déjà suscité un certain nombre de préoccupations de la part de la population avoisinante, en grande partie autochtone,<sup>9</sup> notamment le fait que le gouvernement guatémaltèque n'avait pas consulté la population autochtone touchée par la mine. En juin 2005, la municipalité de Sipacapa a organisé un plébiscite pour remédier au manque de consultation, votant presque à l'unanimité contre la mine.<sup>10</sup> Glamis Gold a déposé une injonction contre le vote, qui a été rejetée ; cependant, une action en justice intentée par le ministère de l'Énergie et des Mines quelques jours avant le vote a abouti à une décision de la Cour constitutionnelle de mai 2007 selon laquelle les résultats n'étaient pas juridiquement contraignants et, par conséquent, insuffisants pour arrêter les opérations de la mine.<sup>11</sup> La mine Marlin a donc continué à fonctionner, malgré le rejet local, et pendant plus d'une décennie est devenue un point de mire de l'opposition locale et nationale à l'exploitation minière canadienne au Guatemala.<sup>12</sup> La violence et la tension se sont intensifiées surtout entre 2005 et 2011, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés. Compte tenu du taux élevé d'impunité dans le pays, ces incidents n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes complètes.<sup>13</sup>

Pendant ce temps, des dizaines de mandats d'arrêt ont été déposés contre des dirigeants communautaires et des manifestants.<sup>14</sup>



Exposition au musée minier et centre d'information Montana Exploradora à San Miguel Ixtahauca. Le panneau dit : "Quelle est l'importance de l'or et de l'argent dans la vie quotidienne ?" Photo : Amnistie internationale.

## Tentatives formelles de soulever des préoccupations au sujet de la mine

Au fur et à mesure que les preuves des dommages potentiels de la mine sur les approvisionnements en eau locaux s'accumulaient,<sup>15</sup> les membres de la communauté et leurs alliés ont lancé un certain nombre de processus formels au niveau international, y compris une plainte auprès du Bureau du conseiller-ombudsman chargé de la conformité des projets soutenus par la Société financière internationale, en 2005 ;<sup>16</sup> et une demande d'examen en 2009 auprès du Point de contact national (PCN) du Canada pour les Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),<sup>17</sup> entre autres. Cependant, aucun de ces processus n'a donné lieu à une enquête indépendante.

Enfin, le 20 mai 2010, la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) a répondu à une pétition déposée en 2007 par 13 communautés avoisinantes de la mine, qui a ensuite été étendue à d'autres communautés. La Commission appelait le gouvernement guatémaltèque à suspendre les opérations de la mine ; à mettre en œuvre un certain nombre de mesures pour prévenir la contamination de l'environnement et à répondre aux préoccupations

en matière de santé et de sécurité.<sup>18</sup> Un mois plus tard, après une visite au Guatemala, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, James Anaya, exhortait le gouvernement guatémaltèque à agir conformément aux directives de la CIDH et à mener une enquête sur les allégations selon lesquelles la mine Marlin avait un impact négatif sur les peuples autochtones.<sup>19</sup>

Dans un geste qui a suscité l'indignation nationale et internationale, le gouvernement guatémaltèque a finalement décidé de ne pas adhérer aux directives de la CIDH et a refusé de suspendre la mine.<sup>20</sup>

Le gouvernement a justifié sa décision par un « examen administratif » qu'il a mené, qui comprenait un examen présumé de 23 études qui n'ont jamais été rendues publiques - démontrant un manque évident de transparence.<sup>21</sup> Pour sa part, Goldcorp avait lancé sa propre évaluation des droits humains (HRA) en 2007, qui a été publiée trois jours avant la réponse de la CIDH, le 17 mai 2010. L'évaluation appelait elle aussi à un « arrêt » des activités, citait diverses violations des droits humains et notait un « échec systémique à répondre aux griefs des communautés. »<sup>22</sup> Elle constatait que les rapports des autorités gouvernementales sur la qualité de l'eau n'avaient pas fourni de preuves concluantes quant aux risques potentiels que pouvait présenter la mine pour la santé. Malgré ces conclusions, l'entreprise n'a pas mis en œuvre plusieurs des principales recommandations du rapport, en particulier l'arrêt des acquisitions de terres, de l'exploration et de l'expansion de la mine.<sup>23</sup> Par la suite, en décembre 2011, la CIDH a levé son ordonnance de suspension et a plutôt exigé que Goldcorp adopte les mesures nécessaires pour assurer que les communautés avoisinantes aient accès à l'eau potable.

### Réaction des organisations internationales et canadiennes

Depuis 2004, les organisations internationales et les réseaux de solidarité suivent de près les développements à la mine Marlin, déclenchant d'innombrables sonnettes d'alarme. Au Canada, les organisations ont signé des appels d'action urgente<sup>24</sup> à l'intention des responsables guatémaltèques et canadiens, rédigé des rapports et rencontré à de nombreuses reprises des députés



Un panneau Montana Exploradora sur le terrain de basket-ball d'une communauté située au-dessus de la mine à ciel ouvert Marlin. Photo: Amnistie internationale.

canadiens et le personnel d'Affaires mondiales Canada à Ottawa et au Guatemala. Les actionnaires de Goldcorp ont eux-mêmes présenté des résolutions appelant à la suspension de la mine en 2008 et 2011<sup>25</sup> en raison de préoccupations liées à la violation du droit au consentement libre, préalable et éclairé et à l'augmentation de la violence et des risques environnementaux, et une autre en 2012 appelant l'entreprise à augmenter son budget d'assainissement de l'eau pour la fermeture de la mine de 2 millions de dollars US à 30 millions de dollars US en raison de préoccupations liées aux impacts à long terme sur la santé des communautés.<sup>26</sup> Aucune de ces actions, cependant, n'a affecté les opérations à la mine. En réponse à une lettre de préoccupation d'Amnesty International de 2014 concernant les tensions en cours, Goldcorp déclarait que l'entreprise ne croyait pas qu'une « tension significative persiste » et a imputé toute résistance continue aux « étrangers » à la communauté et aux campagnes de désinformation.<sup>27</sup> Des organisations canadiennes ont lancé une révision judiciaire pour avoir accès à des informations concernant le rôle du gouvernement canadien dans cette saga.<sup>28</sup>

## Qu'en serait-il si ... ?

Si le Canada disposait d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement, qu'est-ce qui serait différent pour les communautés touchées par la mine Marlin de GoldCorp au Guatemala ?

- L'entreprise aurait été légalement tenue de respecter le droit des membres de la communauté au consentement libre, préalable et éclairé, à un environnement sain, sûr et durable - y compris à l'eau potable - et d'être à l'abri de la violence et des lésions corporelles.
- Si ces droits avaient été ignorés par Goldcorp, les membres des communautés et leurs alliés auraient pu demander justice devant un tribunal canadien.
- Les communautés touchées n'auraient pas à compter uniquement sur la possibilité que le gouvernement du Guatemala - lui-même sujet à des allégations de corruption - soit finalement amené à fournir une compensation et un accès à l'eau potable après des années d'organisation locale. Elles **auraient eu un droit légal d'accéder à la justice au Canada** pour demander une indemnisation pour les préjudices subis.

## Comment ?

Goldcorp aurait été obligée de mettre en place des mesures pour assurer le respect des droits humains et de l'environnement dans l'ensemble de ses opérations mondiales et de ses chaînes d'approvisionnement et d'exercer une diligence raisonnable fondée sur les risques pour identifier, prévenir, cesser et atténuer le risque d'impacts négatifs sur l'environnement et les droits humains par ses filiales, et d'en rendre compte.

**IDENTIFIER ET ÉVALUER : Si Goldcorp avait entrepris une évaluation adéquate des risques, elle aurait identifié :**

- l'histoire de violence et de discrimination systémiques du gouvernement guatémaltèque à l'encontre de la population autochtone maya, en particulier autour de projets miniers et hydroélectriques,<sup>1</sup> et donc le risque élevé que le gouvernement guatémaltèque ne consulte pas comme il se doit les communautés touchées avant d'approuver un permis minier et que l'exploitation de la mine malgré l'opposition locale pourrait conduire à l'agitation sociale, à la violence et à des violations des droits humains ;
- que le manque de surveillance transparente de l'environnement rend difficile pour les communautés l'accès aux informations sur les impacts potentiels de la mine et l'accès aux recours en cas de dommages environnementaux à long terme et d'impacts sur la santé ;
- elle aurait pu identifier la nécessité d'une évaluation indépendante de l'impact sur les droits humains et assurer que toutes les conclusions de rapports clés similaires liés aux droits humains et aux impacts environnementaux soient mises à la disposition et accessibles aux communautés touchées.

**PRÉVENIR, ATTÉNUER, RENDRE COMPTE : Goldcorp aurait été tenue de prendre des mesures pour assurer la prévention des impacts négatifs graves sur l'environnement, les droits humains et la santé à long terme des communautés entourant son projet Marlin, par exemple :**

- en utilisant son influence auprès du gouvernement guatémaltèque pour assurer que les communautés soient correctement consultées conformément au droit international et coutumier ;
- en mettant en place des mécanismes réguliers de surveillance indépendante et transparente des droits humains et de l'environnement, ainsi que des mécanismes sérieux de responsabilisation ;
- en réparant les préjudices survenus en payant pour réparer les dommages prétendument causés par les activités de sa filiale (par exemple, les coûts de réparation des maisons, des traitements de santé, des infrastructures pour fournir un accès à l'eau potable et / ou pour garantir la mise en place de procédures de fermeture sûres et approfondies)



Le mine Marlin. Photo: James Rodriguez/mimundo.org.

Goldcorp aurait été obligée de mettre en place des politiques et des procédures pour atténuer les risques futurs, notamment :

- en assurant la mise en place d'un mécanisme de surveillance et de contrôle pour assurer le respect des recommandations de son propre processus d'évaluation des risques pour les droits humains, ou en assurant dès le départ que l'évaluation des droits humains soit totalement indépendante.

Si Goldcorp avait omis de prendre des mesures concrètes pour prévenir ou atténuer les abus, les membres des communautés ou les organisations de défense des droits humains et de l'environnement qui les soutiennent **auraient pu demander justice devant un tribunal canadien, et Goldcorp aurait été tenue de rendre compte des mesures qu'elle avait prises, et de les défendre, pour prévenir les préjudices causés par sa filiale.**

Goldcorp serait tenue responsable du degré de conformité de ses procédures de diligence raisonnable, notamment :

- le fait de ne pas avoir cessé les opérations devant une opposition à grande échelle qui a entraîné la mort, des blessures et d'autres préjudices envers la population autochtone et les dirigeants communautaires ;
- le fait de ne pas avoir mis en place des mesures de sécurité environnementale appropriées malgré des preuves significatives indiquant le risque de dommages environnementaux, y compris la contamination des sources d'eau et la diminution de l'accès à l'approvisionnement en eau potable et / ou le fait de ne pas avoir cessé les opérations si les mesures de prévention et d'atténuation s'avéraient insuffisantes ;
- le fait de ne pas avoir mis en place des mesures d'atténuation raisonnables telles que la fermeture appropriée de la mine et une compensation financière suffisante aux communautés locales pour les coûts de restauration environnementale.

- 1 Cette étude de cas décrit les allégations de violation des droits humains contenues dans des rapports de sources fiables accessibles au public. Le RCRCE n'a pas vérifié de manière indépendante les allégations contenues dans chacun des rapports cités ici.
- 2 En 2003, le gouvernement guatémaltèque a accordé à Montana Exploradora une licence d'exploitation et le projet a reçu un prêt de 45 millions de dollars de la Société financière internationale (IFC). La construction a commencé en 2004 et la mine a débuté ses opérations en 2005.
- 3 Selon SEDAR, Glamis Gold a été constituée en Colombie-Britannique et Goldcorp Inc. a été constituée en Ontario.
- 4 Newmont Gold. 2021. Stakeholder claims, events and Newmont responses: Human rights at Marlin mine, Guatemala. <https://www.newmont.com/sustainability/Newmont-Responses/default.aspx> Consulté le 28 août 2021.
- 5 FREDEMI. 2017. Petition regarding the Marlin mine. Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network. <https://breakingthesilenceblog.com/2017/04/26/fredemi-petition-regarding-the-marlin-mine/> Consulté le 23 août 2021.
- 6 McVicar, Jackie. When you benefit from destruction: United Church Pension Board, Federal Government put economic inte [sic]. *United for Mining Justice*. <https://www.unitedforminingjustice.com/single-post/2019/05/14/when-you-benefit-from-destruction-united-church-pension-board-federal-government-put-econ> Consulté le 27 mars 2022.
- 7 Kamphuis, Charis and Connolly, Charlotte. The two faces of Canadian diplomacy: Undermining International Institutions to Support Canadian Mining. *Justice & Corporate Accountability Project*. 4 février 2022. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=4025474](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4025474).
- 8 Peace Brigades International. Metal Mining and Human Rights in Guatemala: The Marlin mine in San Marcos. [https://www.peacebrigades.org/fileadmin/user\\_files/projects/guatemala/files/english/PBI-mining-human-rights-guate.pdf](https://www.peacebrigades.org/fileadmin/user_files/projects/guatemala/files/english/PBI-mining-human-rights-guate.pdf) Consulté le 23 août 2021. Pour une image saisissante de la protection policière et militaire accordée aux équipements miniers, voir page 8.
- 9 MiningWatch Canada. Mayan Organisations and Supporters Demand the Closure of the Marlin Mine in San Marcos, Guatemala. 27 mars 2006. <https://miningwatch.ca/news/2006/3/27/mayan-organisations-and-supporters-demand-closure-marlin-mine-san-marcos-guatemala> Consulté le 20 août 2021.
- 10 Organisation internationale du Travail. C169 - Indigénisme and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169). Voir article 15. [https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100\\_ILO\\_CODE:C169](https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169) Consulté le 20 août 2021.
- 11 Imai, Shin, Mehranvar, Ladan, and Sander, Jennifer. 2007. Breaching Indigenous Law: Canadian Mining in Guatemala. *Indigenous Law Journal*. Vol 6 (1). P.125. [https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1803&context=scholarly\\_works](https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1803&context=scholarly_works) Consulté le 23 août 2021.
- 12 W5. Searching for gold at the end of the Guatemalan rainbow. CTV News. 17 avril 2010. <https://www.ctvnews.ca/w5-searching-for-gold-at-the-end-of-the-guatemalan-rainbow-1.502718> Les parties II, III, IV. Consulté le 21 août 2021.
- 13 Amnesty International. 2014. Guatemala – Mining in Guatemala: Rights at Risk. P.12. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/amr340022014en.pdf> Consulté le 21 août 2021. Abbott, Jeff. Something in the water: The lasting violence of a Canadian mining company in Guatemala. 28 août 2018. <https://briarpatchmagazine.com/articles/view/something-in-the-water> Consulté le 23 août 2021; Amnesty International. Urgent Action: Mine activists beaten and threatened. 3 mars 2011. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/amr340022011en.pdf> Consulté le 23 août 2021; MiningWatch Canada. Violence Near Goldcorp Mine in Guatemala Underscores Need for Mine Suspension. 9 mars 2011. Letter to Guatemalan government from the Coalition against Unjust Mining in Guatemala (CAMIGUA) <https://miningwatch.ca/blog/2011/3/9/violence-near-goldcorp-mine-guatemala-underscores-need-mine-suspension> Consulté le 23 août 2021.
- 14 Abbott, Jeff. Something in the water: The lasting violence of a Canadian mining company in Guatemala. 28 août 2018. <https://briarpatchmagazine.com/articles/view/something-in-the-water> Consulté le 23 août 2021; Justice and Accountability Project. 2016. The 'Canada Brand': Violence and Canadian mining companies in Latin America. Voir Pp 59-61 pour une liste compréhensive des allégations de violence entre 2005 et 2011. <https://justice-project.org/wp-content/uploads/2016/10/the-canada-brand-report5.pdf> Consulté le 20 août 2021. Amnesty International. Urgent Action: Mine activists beaten and threatened. 3 mars 2011; <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/amr340022011en.pdf> Consulté le 23 août 2021; MiningWatch Canada. Violence Near Goldcorp Mine in Guatemala Underscores Need for Mine Suspension. 9 mars 2011. Letter to Guatemalan government from the Coalition against Unjust Mining in Guatemala (CAMIGUA) <https://miningwatch.ca/blog/2011/3/9/violence-near-goldcorp-mine-guatemala-underscores-need-mine-suspension> Consulté le 23 août 2021; Amnesty International. Urgent Action: One mining activist shot, another threatened. 10 juillet 2021. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/amr340082010en.pdf> Consulté le 23 août 2021.
- 15 Moran, Robert E. Subject. CAO Marlin Mine Assessment: Technical Responses. 28 septembre 2005. MiningWatch Canada. [https://miningwatch.ca/sites/default/files/marlin\\_cao\\_response\\_0.pdf](https://miningwatch.ca/sites/default/files/marlin_cao_response_0.pdf) Consulté le 27 mars 2022; Moore, Jen. Undermining human rights: A report back from northwestern Guatemala. MiningWatch Canada. 22 décembre 2010. <https://miningwatch.ca/blog/2010/12/22/undermining-human-rights-report-back-northwestern-guatemala> Consulté le 30 août 2021; Physicians for Human Rights. Toxic Metals and Indigenous Peoples Near the Marlin Mine in Western Guatemala: Potential Exposures and Impacts on Health. An expert scientific report. Mai 2010. <https://phr.org/wp-content/uploads/2010/05/guatemala-toxic-metals-1.pdf> Consulté le 19 août 2021; E-tech International. Evaluation of Predicted and Actual Water Quality Conditions at the Marlin Mine, Guatemala. Août 2010. <https://static1.squarespace.com/static/52d71403e4b06286127a1d48/t/530d2ca6e4b0238c30f90539/1393372326990/Evaluation+of+Predicted+and+Actual+Water+Quality+Conditions+at+the+Marlin+Mine%2C+Guatemala+August+2010.pdf> Consulté le 23 août 2021.
- 16 Compliance Advisor Ombudsman. Assessment of a complaint submitted to CAO in relation to the Marlin Mining Project in Guatemala. Office of the Compliance Advisor/Ombudsman International Finance Corporation/Multilateral Investment Guarantee Agency. 7 septembre 2005. <http://web.archive.org/web/20110725141114/http://www.cao-ombudsman.org/cases/document-links/documents/CAO-Marlin-assessment-English-7Sep05.pdf> Consulté le 23 août 2021. L'évaluation du CAO affirmait que les communautés ne risquaient pas de rencontrer l'un ou l'autre de ces problèmes, bien qu'elle ait appelé à une évaluation et à une surveillance supplémentaires et notait le manque de confiance entre les communautés et l'entreprise.

17 Le PCN a proposé de faciliter le dialogue entre les plaignants et l'entreprise ; cependant, les membres des communautés avaient clairement indiqué dans leur pétition qu'ils ne demandaient pas de dialogue étant donné le manque de confiance entre l'entreprise et les communautés, ils voulaient une enquête indépendante. Voir Affaires mondiales Canada, 3 mai 2011. Canadian National Contact Point for The OECD Guidelines for Multinational Enterprises. Final Statement of the Canadian National Contact Point on the Notification dated December 9, 2009, concerning the Marlin mine in Guatemala, pursuant to the OECD Guidelines for Multinational Enterprises. [https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/final\\_stat-marlin-decl\\_finale.aspx?lang=eng](https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/final_stat-marlin-decl_finale.aspx?lang=eng) Consulté le 20 août 2021; Coumans. Catherine. Mining, human rights and the socially responsible investment industry: considering community opposition to shareholder resolutions and implications of collaboration. *Journal of Sustainable Finance & Investment*. Vol 2(1). Janvier 2012. P. 50.

18 Commission inter-américaine des droits de l'homme. Rapport No. 20/14 Petition 1566-07. Report on admissibility: Comunites of the Sipakepense and Mam Mayan People of the Municipalities of Sipacapa and San Miguel Ixtahuacán, Guatemala. <https://www.oas.org/en/iachr/decisions/2014/GTAD1566-07EN.pdf> Consulté le 25 août 2021.

19 Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people, James Anaya. Cinquième séance. A/HRC/18/35/Add.3. [http://unsr.jamesanaya.org/docs/special/2011-special-guatemala-a-hrc-18-35-add3\\_en.pdf](http://unsr.jamesanaya.org/docs/special/2011-special-guatemala-a-hrc-18-35-add3_en.pdf) Consulté le 17 août 2021.

20 Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales. El Ministerio de Energía y Minas desiste de suspender operaciones en Mina Marlin. 20 juillet 2011. <http://www.olca.cl/oca/guatemala/mineras041.htm> Consulté le 23, 2021; MiningWatch Canada. Guatemala defies human rights body, refused to suspend Marlin mine. 4 août 2011. <https://miningwatch.ca/news/2011/8/4/guatemala-defies-human-rights-body-refuses-suspend-marlin-mine> Consulté le 23 août 2021. Pour l'implication présumée du gouvernement canadien pour influencer la décision du gouvernement guatémaltèque de suspendre la mine, voir CNCA. Imai v. Canada: Access-to-information lawsuit concerning Canada's intervention in human rights case against Goldcorp in Guatemala. Canadian Network for Corporate Accountability. Mars 2021. <https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2021/03/JR-Backgrounder.pdf> Consulté le 21 août 2021.

21 MiningWatch Canada. FAQ Sheet: What you may not know about the Marlin mine in Guatemala. Mai 2011. [https://miningwatch.ca/sites/default/files/FAQ\\_What\\_you\\_may\\_not\\_know\\_about\\_Goldcorp\\_Marlin\\_Mine\\_in\\_Guatemala\\_May\\_2011.pdf](https://miningwatch.ca/sites/default/files/FAQ_What_you_may_not_know_about_Goldcorp_Marlin_Mine_in_Guatemala_May_2011.pdf) Consulté le 19 août 2021.

22 On Common Ground Consultants Inc. Human Rights Assessment of Goldcorp's Marlin Mine. Commissioned on behalf of Goldcorp by the Steering Committee for the Human Rights Impact Assessment of the Marlin Mine. Mai 2010. [https://s24.q4cdn.com/382246808/files/doc\\_downloads/2020/09/OCG\\_HRA\\_Marlin\\_Mine\\_June\\_7.pdf](https://s24.q4cdn.com/382246808/files/doc_downloads/2020/09/OCG_HRA_Marlin_Mine_June_7.pdf) Consulté le 24 août 2021.

23 MiningWatch Canada. FAQ Sheet: What you may not know about the Marlin mine in Guatemala. Mai 2011. [https://miningwatch.ca/sites/default/files/FAQ\\_What\\_you\\_may\\_not\\_know\\_about\\_Goldcorp\\_Marlin\\_Mine\\_in\\_Guatemala\\_May\\_2011.pdf](https://miningwatch.ca/sites/default/files/FAQ_What_you_may_not_know_about_Goldcorp_Marlin_Mine_in_Guatemala_May_2011.pdf) Consulté le 19 août 2021; Coumans. Catherine. Mining, human rights and the socially responsible investment industry: considering community opposition to shareholder resolutions and implications of collaboration. *Journal of Sustainable Finance & Investment*. Vol 2(1). Janvier 2012. Pp. 44–63.

24 Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network. Urgent Action: Goldcorp's Marlin Mine (San Marcos, Guatemala): Crackdown on Local Citizens Opposing Goldcorp's Marlin Mine Escalates in San Marcos, Guatemala. 4 juillet 2008. <http://breakingthesilencenet.blogspot.com/2008/07/urgent-action-goldcorps-marlin-mine-san.html> Consulté le 21 août 2021; MiningWatch Canada. Urgent Action: Shooting of Community Leader Opposing Goldcorp Inc.'s Marlin Mine in Guatemala; Threats Against Local Leaders Escalate. 13 juillet 2010. <https://miningwatch.ca/blog/2010/7/13/urgent-action-shooting-community-leader-opposing-goldcorp-incs-marlin-mine-guatemala>. Consulté le 21 août 2021; Amnesty International. 3 mars 2011. Urgent Action: Mine activists beaten and threatened. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/amr340022011en.pdf> Consulté le 21 août 2021; parmi plusieurs autres.

25 Résolution des actionnaires soumise à Goldcorp Inc. 16 mars 2011. Disponible à [miningwatch.ca](https://miningwatch.ca/blog/2011/3/22/goldcorp-shareholder-resolution-asks-suspension-marlin-mine-guatemala). Consulté le 23 août 2021. Il y a également eu une campagne persistante, mais infructueuse, en faveur du désinvestissement dans l'entreprise de la part de groupes tels que Mining the Connections, un groupe de travail de la Conférence des Maritimes du Conseil de retraite de l'Église unie du Canada. Voir McVicar, Jackie. Practice what you preach: Maritime groups' efforts key to United Church pension divestment from Goldcorp. Halifax Media Co-op. 9 septembre 2015. <http://halifax.mediacoop.ca/story/practise-what-you-preach/33875.html> Consulté le 23 août 2021.

26 MiningWatch Canada. Shareholders Say Guatemalans Should Not Have to Pay for Goldcorp's Mess. 17 avril 2012. MiningWatch Canada. <https://miningwatch.ca/news/2012/4/17/shareholders-say-guatemalans-should-not-have-pay-goldcorps-mess> Consulté le 27 mars, 2022.

27 Amnesty International. 2014. Guatemala – Mining in Guatemala: Rights at Risk. P.12. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/amr340022014en.pdf> Consulté le 21 août 2021.

28 <https://cnca-rcrce.ca/issues-analysis/canadas-diplomatic-support/>

29 Amnesty International. Guatemala: Human Rights Defenders at Risk. Amnesty International. 1 novembre 2004. <https://www.amnesty.org/en/documents/amr34/019/2004/en/> Consulté le 27 mars 2022; Pour un aperçu de la première mine canadienne au Guatemala, INCO et des expulsions et violations des droits humains subséquentes dirigées contre la population indigène Maya Q'eqchi, voir Nolin, Catherine and Stephens, Jaqui. We have to protect the investors: 'Development' and Canadian mining in Guatemala. *Journal of Rural and Community Development*. Vol 5(3). 2010. Pp. 37-70.